



## Baromètre du commerce de détail dans l'Aisne

Conclusions de l'enquête téléphonique réalisée entre le 25 mai et le 4 juin 2010 auprès de 288 commerçants axonais

- ☑ Chiffres d'affaires : l'arbitrage des ménages est de plus en plus marqué
- ☑ Coup d'arrêt sur les investissements.
- ☑ Le manque d'activité continue de peser sur la trésorerie.
- ☑ Une certaine stabilité des effectifs.
- ☑ Perspectives : aucune visibilité ne permet de se prononcer sur l'activité du second semestre 2010 !

### Chiffre d'affaires : l'arbitrage des ménages est de plus en plus marqué

Selon les chefs d'entreprises interrogés courant mai, **la conjoncture dans le secteur du commerce reste très contrastée**. Si 30% d'entre eux déclarent une hausse de leur chiffre d'affaires au cours du trimestre précédent, ils restent 35% de part et d'autre à constater une stabilité et une baisse de leur niveau d'activité.

**Les situations sont très disparates selon les secteurs.**

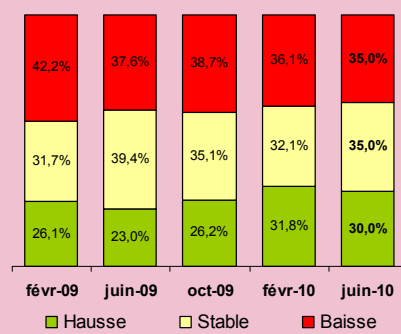
Ainsi, **la grande distribution** qui avait déclaré lors de la précédente enquête avoir profité des fêtes de fin d'année et enregistré pour près de 45% d'entre eux une hausse de leur chiffre d'affaires, **renoue avec la croissance puisque lors de ce sondage, près de 3/4 des chefs d'entreprises ont annoncé une hausse de leur niveau d'activité**. Ayant toutefois constaté

une modification des comportements d'achat - *les ménages gérant leur budget au plus juste et donc à la recherche de prix bas et de promotions* - la grande distribution a **mis en place des politiques de promotions « agressives »** pour attirer les clients et a privilégié les marques distributeurs. Les maga-

sins qui, malgré la crise, ont poursuivi leurs programmes d'investissements ou qui ont mis en place de nouveaux concepts, semblent avoir été moins impactés par la crise.

**Dans le domaine alimentaire**, l'activité semble s'être un peu raffermie pour les détaillants. Même si les ménages ont été sélectifs dans leurs

QUELLE EST L'ÉVOLUTION DE VOTRE CHIFFRE D'AFFAIRES AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS ?



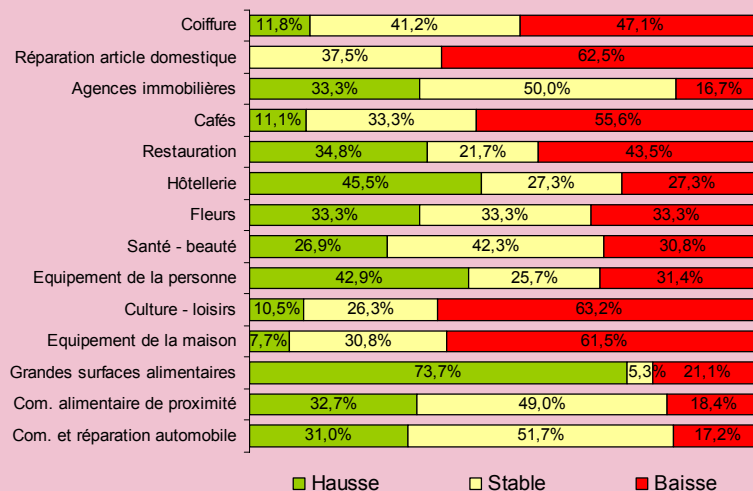
dépenses, ils ont **maintenu la demande de produits de première nécessité**. Le chiffre d'affaires est en hausse pour 32,7% des commerçants (soit près de 5 points de plus par rapport à la précédente enquête) et stable pour 49% d'entre eux (38% en février 2010). **La filière boulangerie - pâtisserie** constate une activité relativement stable sur l'achat de produits essentiels. En revanche, les

entreprises qui ont développé de nouveaux produits (sandwicheries,...) ou mis en place des tournées dans les villages environnants, enregistrent une hausse de leur niveau d'affaires. **La filière boucherie - charcuterie** résiste pour la partie « traiteur » notamment en cette période de cérémonies mais les ventes sont en retrait sur la partie « viandes » dont les prix ne cessent d'augmenter.

**Le secteur de l'équipement de la personne semble se redresser légèrement**, près de 43% des commerçants déclarant une augmentation de leur chiffre d'affaires au cours des 3 derniers mois. Le flux de clientèle est jugé moins important mais le trafic occasionne des achats.

Lors de l'enquête de février, les perspectives **des professionnels du secteur automobile** semblaient pessimistes. Après un 1<sup>er</sup> trimestre plutôt encourageant car encore lié à la prime à la casse (*commandes engrangées en fin d'année*), **la mesure gouvernementale semble en nette perte de vitesse**. Les entreprises cherchent à se diversifier (voitures sans permis, camping-car,...) et espèrent rebondir sur la période des départs en vacances. A signaler **la réglementation pour la vente de carburant** (*cuves à double paroi, système de récupération et de séparation des hydrocarbures, aire de distribution étanche et bétonnée*) **qui oblige les stations services à procéder à des travaux de mise aux normes** pour pouvoir continuer à être livrées. Pour les petites stations services, ces travaux peuvent aller jusqu'à 70 000 € et même s'ils sont subventionnables pour partie, représentent pour les commerçants de gros investissements, difficulté qui s'ajoute à la baisse de leur activité et qui pourrait être fatale pour certains établissements !

#### EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS



**2 secteurs peuvent être considérés comme relativement stables : les fleuristes** qui ont profité des périodes de fêtes et **le secteur santé-beauté** avec toutefois un mauvais point pour l'économie officinale. La structure de rémunération des pharmacies étant étroitement liée au paiement des médicaments, la nouvelle décision de baisse de remboursement à 15% au lieu de 35% d'environ près de 200 médicaments (vignette orange) impacte l'activité des officines, sans oublier la diminution des prescriptions médicales et la chute des ventes en parapharmacie.

Concernant **le secteur cafés - hôtels - restaurants** : tandis que **l'hôtellerie travaille principalement avec la clientèle d'affaires** (*craintes relatives à l'évolution de l'économie industrielle de certains secteurs géographiques*), **la restauration semble mieux fonctionner avec la clientèle familiale** et sur des prestations de type « traiteur ». La clientèle étrangère, notamment britannique, semble par ailleurs être de retour. **La situation des bars - tabacs semble en revanche s'aggraver**. La profession est très pessimiste malgré la mise en place par certains cafetiers

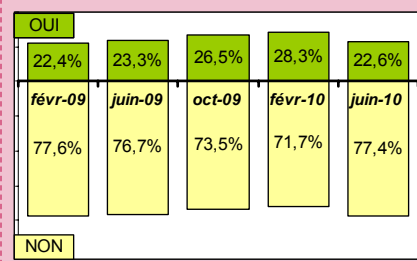
d'activités complémentaires compensant les pertes liées à la hausse du prix du tabac et à la baisse de la consommation d'alcool.

**4 secteurs enregistrent une dégradation de leur chiffre d'affaires** au cours des 3 derniers mois. Le moins impacté est celui de **la coiffure** qui constate toutefois une baisse de son chiffre d'affaires pour près d'une entreprise sur 2 : effet crise et ajustement des consommateurs ou « émiettement » du marché en raison de l'installation de nombreux auto-entrepreneurs dans la profession ?

Les 3 autres domaines pour lesquels le repli d'activité s'amplifie (*plus de 6 chefs d'entreprises sur 10 annoncent une diminution du chiffre d'affaires au cours des 3 derniers mois*) sont : **le secteur de la culture-loisirs** (à l'exception des magasins de jouets), **l'équipement de la maison** (notamment pour la partie « meubles » pour laquelle les consommateurs préfèrent acheter des produits moins haut de gamme) et **la réparation d'articles domestiques**. Les professionnels espèrent toutefois un rebond lié au passage à la TNT, notamment dans les zones rurales.

## Coup d'arrêt sur les investissements

### AVEZ-VOUS DES PROJETS D'INVESTISSEMENTS ?



Alors que les intentions d'investissements ne cessaient de

se confirmer notamment lors de l'enquête de février, on assiste aujourd'hui à un **net recul des investissements, retrouvant même le niveau de février 2009.**

Seulement 22,6% des entreprises interrogées déclarent des projets d'investissements. Parmi les 216 dirigeants qui ne s'engagent pas dans de nouveaux programmes, près de 28% ne

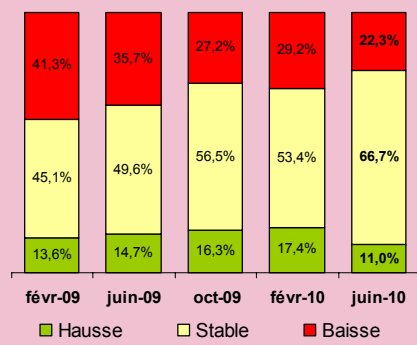
le font pas en raison principalement de la conjoncture et, dans une moindre mesure, en raison de l'absence de crédits.

Les commerçants restent très prudents. **La conjoncture difficile et les tensions sur la trésorerie sont les principaux freins à l'investissement.**

**Les programmes prioritaires demeurent liés à des travaux de mise aux normes.**

## Le manque d'activité continue de peser sur la trésorerie

### QUELLE EST L'ÉVOLUTION DE VOTRE TRÉSORERIE AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS ?



La situation financière des entreprises reste difficile et **22,3%**

**des commerçants sont confrontés à un niveau de trésorerie en diminution.**

Même si ce taux est en baisse de près de 7 points par rapport à l'enquête de février, il n'en demeure pas moins préoccupant car il se situe au-delà des prévisions que les dirigeants avaient pu formuler en début d'année. Les secteurs les plus touchés sont la réparation d'articles domestiques, la coiffure, le domaine de la culture-loisirs et dans une moindre mesure la restauration, malgré la baisse du

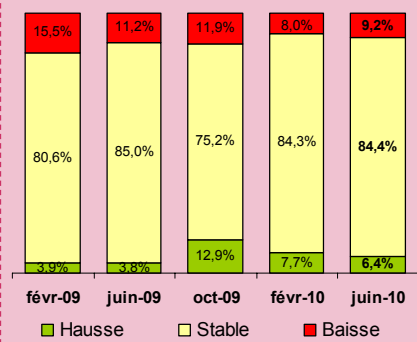
taux de TVA qui lui avait permis pendant un certain temps d'assouplir les trésoreries.

Certaines entreprises ont de nouveau évoqué l'impact négatif de la réduction des délais de paiement sur le stock et la trésorerie (suite à la LME).

Près de 96% des entreprises ne se sont pas vu refuser de crédit bancaire **mais les relations avec les banques demeurent tendues.** 7,3% des dirigeants annoncent une dégradation de leurs relations avec leur banquier contre 6,7% lors de la précédente enquête.

## Une certaine stabilité des effectifs

### QUELLE EST L'ÉVOLUTION DE VOS EFFECTIFS AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS ?



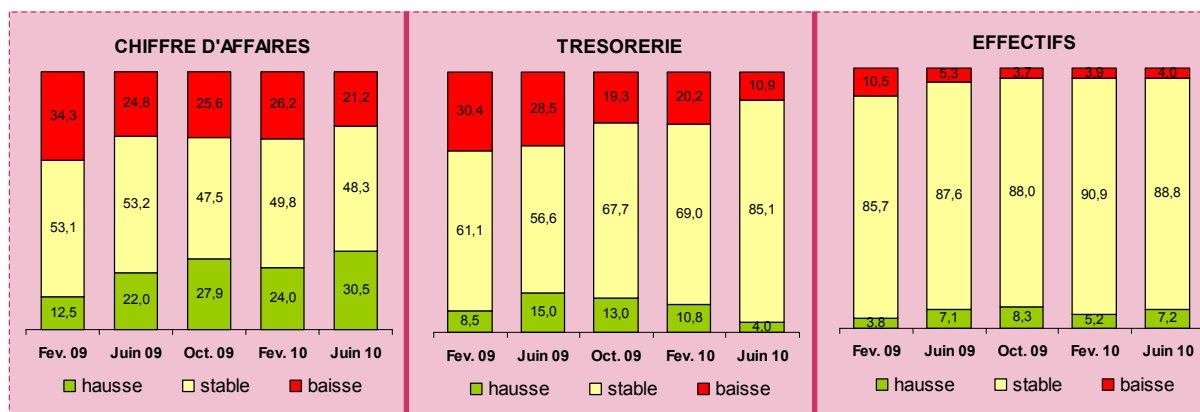
Sur le plan des effectifs, on retrouve une **certaine stabilité tout comme lors de l'enquête de février**, avec le même souci des commerçants de vouloir conserver leur personnel.

Les prévisions faisaient état de suppressions d'emplois pour à peine 4% des chefs d'entreprises lors du trimestre précédent. Or, **9,2% d'entre eux constatent aujourd'hui une décrois-**

**sance de leur effectif.** Les ajustements à la baisse ont donc une nouvelle fois été plus importants que ceux initialement conjeturés.

Rappelons toutefois que **cette situation ne résulte pas uniquement de mise au chômage de personnel** mais, pour une majeure partie de départs volontaires de salariés qui ne sont pas remplacés au regard de la situation économique actuelle.

## Perspectives : aucune visibilité ne permet de se prononcer sur l'activité du second semestre 2010 !



Après un début d'année 2010 affaibli, au cours duquel les chefs d'entreprises ont perçu un net repli de l'activité commerciale, **le commerce de détail reste dans une situation déprimée et fait preuve d'une grande prudence.**

Même si les prévisions d'activi-

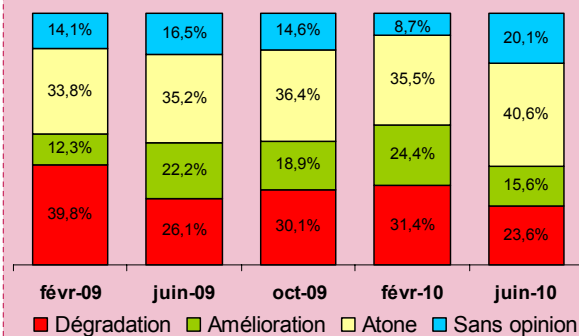
té plaident pour une certaine stabilité, **l'incertitude reste de mise pour le second semestre 2010** ainsi que le démontre le pourcentage élevé (20,1%) de commerçants qui choisissent de ne pas se prononcer sur l'évolution de leur secteur d'activité au cours du prochain semestre. A signaler égale-

à anticiper l'évolution de la demande et craignant une chute du niveau de consommation des ménages.

Les dernières données de l'INSEE vont par ailleurs dans ce sens en constatant que **la consommation des ménages** qui a été le moteur de la croissance au cours de l'année 2009 **devient atone et devrait le rester tout au long de l'année 2010** en raison notamment de l'absence de plan de relance.

Devant cette incertitude et cette absence de visibilité, les chefs d'entreprises se focalisent sur leur environnement local et évoquent plus volontiers des problèmes liés à leur quotidien (problèmes de stationnement, travaux, ...) qu'une projection dans l'avenir.

### QUELLE EST VOTRE OPINION SUR L'EVOLUTION DE VOTRE SECTEUR D'ACTIVITE POUR LE SECOND SEMESTRE 2010 ?



ment que les statistiques présentées en prévisionnel trésorerie ne concernent que 35% de l'échantillon (soit une centaine d'entreprises), les dirigeants ayant les plus grandes difficultés

**La CCI de l'Aisne vous accompagne dans vos projets** en matière d'investissement, de gestion financière, de démarche qualité, de ressources humaines, de diagnostic environnemental,.... Des conseillers d'entreprises sont à votre écoute pour conduire à bien votre projet et vous proposent leurs services de façon **confidentielle et gratuite.**

#### Vos conseillers :

- Christophe HAELTERMAN, Directeur du service développement local
- Mehdi MOUALE (Saint-Quentin) - ☎ 03.23.04.39.84
- Hervé DAMOUR (Thiérache) - ☎ 03.23.58.58.01
- Xavier DESMIST (Laon) - ☎ 03.23.27.00.21
- François MOUTAILLIER (Château-Thierry) - ☎ 03.23.69.58.11
- J. Charles FLAMENT - Stéphane LIABEUR (Soissons) - ☎ 03.23.76.75.00



#### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE L' AISNE

Espace Jean Bouin - BP 630  
02322 SAINT-QUENTIN Cedex  
Tel : 03 23 06 02 02 - Fax : 03 23 06 02 06  
www.aisne.cci.fr - Mel : c.delcourt@aisne.cci.fr

### Méthodologie

L'enquête de conjoncture a été réalisée auprès de 288 établissements du secteur marchand, dans le département de l'Aisne.

L'échantillon de l'enquête a été constitué pour couvrir les entreprises commerciales ayant un minimum de 3 ans d'existence et employant au moins 2 salariés.

Le sondage téléphonique réalisé auprès des entreprises a été mené par les conseillers de la CCI de l'Aisne durant la période du 25 mai au 4 juin 2010.

Les secteurs d'activité ont été regroupés en 14 catégories.